

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20221216-1759-DE-1-1
Date de télétransmission : 19/12/2022
Date de réception préfecture : 19/12/2022

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 2022

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

Excusés : Monsieur PANNIER qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur DUBREUCQ.

Autorisation générale à ester

Direction générale
Rapporteur : M. FONTALIRAND Bruno

Un Décret n°2022-706 en date du 26 avril 2022 est venu compléter les dispositions de l'article R421- 16 11°) du code de la construction et de l'habitation relatif aux autorisations à ester en justice, de la manière suivante :

« 11° Autorise, selon le cas, le président ou le directeur général à ester en justice, en application des articles [R. 421-17](#) ou [R. 421-18](#) ; toutefois, en cas d'urgence, ou lorsqu'il s'agit d'une action en recouvrement d'une créance, le directeur général peut tenter une action en justice sans cette autorisation.

Le Directeur général peut être chargé pour la durée de l'exercice de ses fonctions d'intenter au nom de l'office les actions en justice ou de le défendre dans les cas définis par le conseil d'administration. Cette autorisation du conseil d'administration doit intervenir à chaque nouvelle désignation de ses membres intervenant en application du I de l'article R. 421-8. Le conseil d'administration peut à tout moment mettre fin à cette autorisation ».

En vertu de ces dispositions, le Conseil d'administration peut charger le Directeur général d'intenter au nom de l'Office l'ensemble des actions en justice ou de le défendre devant toutes les juridictions tant de l'ordre judiciaire que de l'ordre administratif dans les cas définis ci-après :

- contentieux liés aux marchés publics, et de manière non exhaustive : litiges liés à la passation, à l'exécution et aux décomptes des marchés,
- contentieux relatifs au droit locatif et de manière non exhaustive : les litiges liés à l'exécution du bail, aux charges locatives, aux réparations locatives, aux troubles de voisinage,
- contentieux relatifs au droit social et de manière non exhaustive : les litiges liés à l'exécution du contrat de travail, aux contestations de sanctions,
- contentieux relatifs au droit immobilier et au droit de la construction et de manière non exhaustive, les litiges liés à la responsabilité des constructeurs, à l'assurance construction, aux levées de réserves, au droit de propriété,
- contentieux relatifs au droit des assurances, et de manière non exhaustive : les litiges liés à l'assurance Dommage Ouvrage, à la contestation des garanties des assureurs,
- contentieux relatifs à la fiscalité et de manière non exhaustive : la contestation des redressements fiscaux et les demandes de dégrèvements d'impôts,
- contentieux en matière pénale lorsque Pas-de-Calais habitat a la qualité de victime/partie civile ou entend faire reconnaître son statut de victime/partie civile (via un dépôt de plainte, une constitution de partie civile devant une juridiction...),
- contentieux relatifs à l'occupation illicite du patrimoine de Pas-de-Calais habitat

Par ailleurs, en vertu des dispositions de l'article R421-18 du Code de la construction et de l'habitation, le Directeur général représente l'office en justice, et doit en rendre compte au conseil d'administration.

Vu les dispositions des articles R. 421-16 11°) et R. 421-18 du Code de la construction et de l'habitation,

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent le Directeur général à intenter au nom de l'Office pour les procédures en cours et à venir l'ensemble des actions en justice ou de le défendre devant toutes les juridictions tant de l'ordre judiciaire que de l'ordre administratif dans les cas définis au rapport et à régulariser tous les actes de procédure nécessaires, à l'effet de faire valoir les droits de l'office dans le cadre

de ces litiges.

Décision adoptée à l'unanimité